

Brochure n° 3060

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1930. – MEUNERIE**

AVENANT N° 1 DU 20 SEPTEMBRE 2011

À L'ACCORD DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2005 RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1151448M

IDCC : 1930

**PRÉAMBULE**

La loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie a changé le paysage de la collecte des fonds de la formation professionnelle en provoquant le rapprochement des organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) du fait des nouvelles conditions d'obtention de l'agrément.

Ce contexte a amené les partenaires sociaux de la branche de la meunerie à réfléchir à l'opportunité du changement de l'OPCA de branche qui est, depuis 1995, l'OPCA interprofessionnel AGEFOS PME.

Après discussions, la commission paritaire de la branche de la meunerie a décidé de rejoindre OPCALIM, l'OPCA des industries alimentaires et de la coopération agricole, né du rapprochement entre l'AGEFAFORIA et l'OPCA 2 et participer ainsi à l'élaboration d'une démarche commune en faveur de la formation professionnelle des salariés de l'agroalimentaire.

En conséquence, l'accord de branche relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie dans les entreprises relevant de la convention collective de la meunerie en date du 1<sup>er</sup> juillet 2005 (étendu par arrêté du 25 janvier 2006, *Journal officiel* du 4 février) est modifié comme suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Désignation de l'OPCA « OPCALIM » comme nouvel OPCA de branche*

Les parties conviennent par le présent accord de désigner l'organisme paritaire OPCALIM comme nouvel OPCA de branche, au lieu et place de l'AGEFOS PME, aux fins de collecter et gérer la contribution au financement de la formation professionnelle, dans les entreprises de la branche de la meunerie, dans les conditions fixées par la convention collective et les dispositions des articles L. 6332-1 à L. 6332-6 du code du travail.

Cette désignation est faite sous réserve de l'agrément d'OPCALIM, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

En conséquence, l'avant dernier paragraphe du préambule de l'accord en date du 1<sup>er</sup> juillet 2005 est modifié comme suit :

Le membre de phrase « ... et réaffirment la désignation de l'AGEFOS PME en qualité d'organisme paritaire collecteur agréé de la branche » est supprimé.

Par ailleurs, l'article 6 de l'accord relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie dans les entreprises relevant de la convention collective de la meunerie en date du 1<sup>er</sup> juillet 2005 est modifié comme suit :

« A l'exception de la contribution au financement des congés individuels de formation qui relève de la compétence interprofessionnelle et régionale des FONGECIF, la collecte et la gestion des sommes versées au titre de la formation professionnelle par les entreprises relevant du champ d'application du présent accord, sont assurées par OPCALIM dans les conditions ci-après :

#### 6.1. Participation des entreprises employant 20 salariés et plus

Conformément à l'obligation légale prévue à l'article L. 6331-9 du code du travail, les entreprises employant 20 salariés et plus doivent consacrer chaque année au financement des actions de formation professionnelle continue une contribution minimale équivalente à 1,60 % du montant des rémunérations versées pendant l'année de référence.

Dans le cadre de cette contribution minimale, les entreprises doivent :

- effectuer un versement correspondant à 0,20 % des rémunérations versées pendant l'année de référence au FONGECIF dont elles relèvent, au titre du financement du congé individuel de formation ;
- effectuer un versement de 0,50 % du montant des rémunérations versées pendant l'année de référence à la section professionnelle paritaire d'OPCALIM ;
- effectuer un versement d'au minimum 0,09 % (soit 10 % du 0,9 %) du montant des rémunérations versées pendant l'année de référence à la section professionnelle paritaire d'OPCALIM. Si l'entreprise le souhaite, elle peut verser à la section professionnelle l'intégralité de son 0,9 % ou une part de celui-ci supérieure à 10 %.

#### 6.2. Participation des entreprises employant de 10 à moins de 20 salariés

Conformément à l'obligation légale prévue à l'article L. 6331-14 du code du travail, les entreprises employant de 10 à moins de 20 salariés doivent consacrer chaque année au financement des actions de formation professionnelle continue une contribution minimale équivalente à 1,05 % du montant des rémunérations versées pendant l'année de référence.

Dans le cadre de cette contribution minimale, les entreprises doivent :

- effectuer un versement de 0,15 % du montant des rémunérations versées pendant l'année de référence à la section professionnelle paritaire d'OPCALIM ;
- effectuer un versement d'au minimum 0,09 % (soit 10 % du 0,9 %) du montant des rémunérations versées pendant l'année de référence à la section professionnelle paritaire d'OPCALIM. Si l'entreprise le souhaite, elle peut verser à la section professionnelle l'intégralité de son 0,9 % ou une part de celui-ci supérieure à 10 %.

#### 6.3. Participation des entreprises employant moins de 10 salariés

Conformément à l'obligation légale prévue à l'article L. 6331-2 du code du travail, les entreprises employant moins de 10 salariés doivent consacrer chaque année au financement des actions de formation professionnelle continue une contribution minimale équivalente à 0,55 % du montant des rémunérations versées pendant l'année de référence.

Cette contribution est intégralement versée à OPCALIM.

Dans le cadre de cette contribution minimale, au moins 0,15 % est versé au titre des contrats de professionnalisation, des périodes de professionnalisation et du DIF. »

## Article 2

### *Composition de la commission financière paritaire de section professionnelle*

Il est inséré dans l'accord du 1<sup>er</sup> juillet 2005 un article 6.4 rédigé comme suit :

« La commission paritaire de section professionnelle de la meunerie, conformément à l'article 8.2 de l'accord constitutif de l'OPCA « OPCALIM » du 20 juin 2011, est composée d'un nombre égal de :

- représentants désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au plan national dans la branche, signataires de l'accord constitutif de l'OPCA "OPCALIM" en date du 20 juin 2011 et celles qui y adhèreraient ultérieurement ;
- représentants désignés par les organisations professionnelles d'employeurs signataires de l'accord constitutif de l'OPCA "OPCALIM" en date du 20 juin 2011 et celles qui y adhèreraient ultérieurement, relevant de la branche de la meunerie.

A la date de signature du présent avenant, la commission financière paritaire de section professionnelle sera donc composée de :

- 5 sièges destinés aux représentants des organisations syndicales de salariés ;
- 5 sièges destinés aux représentants des organisations professionnelles d'employeurs. »

## Article 3

### *Dispositions financières spécifiques*

L'annexe à l'accord relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie dans les entreprises relevant de la convention collective de la meunerie en date du 1<sup>er</sup> juillet 2005 intitulée « Dispositions financières spécifiques » est modifiée comme suit :

#### « Financement des contrats de professionnalisation

L'OPCA de branche prend en charge, dans la limite des fonds disponibles, les coûts pédagogiques des actions de formation organisées dans le cadre du contrat de professionnalisation sur la base de :

- forfait de 9,15 € HT/h/stagiaire pour les contrats de professionnalisation permettant l'obtention d'un diplôme, titre, qualification reconnue par la CPNE ou la convention collective nationale ;
- forfait de 15 € HT/h/stagiaire pour les nouveaux publics et publics prioritaires ;
- forfait de 30 € HT/h/stagiaire pour les contrats de professionnalisation permettant l'obtention d'un CQP de la branche (la branche reconnaît les CQP harmonisés des industries alimentaires) ;
- forfait de 20 € HT/h/stagiaire pour les contrats de professionnalisation permettant l'obtention d'un CQP.

#### Financement des périodes de professionnalisation

Forfait de 20 € HT/h/stagiaire.

#### Financement de la formation des tuteurs

Forfait de 20 € HT/h/stagiaire de 7 à 40 heures. »

## Article 4

### *Collecte 2012 sur la masse salariale de 2011. – OPCA collecteur*

Les entreprises relevant de la branche établiront leurs demandes de financement des formations professionnelles à OPCALIM dès le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

En conséquence, dans un souci de lisibilité, les partenaires sociaux affirment leur volonté de voir la collecte versée au 28 février 2012 au titre de la masse salariale brute 2011 appelée par OPCALIM.

## Article 5

### *Révision*

Chaque partie signataire peut demander la révision du présent accord.

La demande de révision devra être portée à la connaissance des autres parties contractantes par lettre recommandée avec avis de réception.

Elle devra comporter les points sur lesquels la demande de révision est fondée et les propositions de modification.

Les négociations devront débuter au plus tard 3 mois après la réception des propositions de révision.

## Article 6

### *Publicité. – Dépôt*

Le présent avenant sera déposé à la direction générale du travail et au conseil des prud'hommes de Paris, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

## Article 7

### *Extension. – Entrée en vigueur*

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent avenant, l'ANMF étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Pour les entreprises adhérentes aux parties signataires et leurs salariés, le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Pour les entreprises non syndiquées et leurs salariés, le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du mois civil suivant la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 20 septembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

ANMF ;

SNIA ;

CFSI ;

SRE.

### **Syndicats de salariés :**

CFTC CSFV ;

FGTA FO ;

FNAA CFE-CGC.